

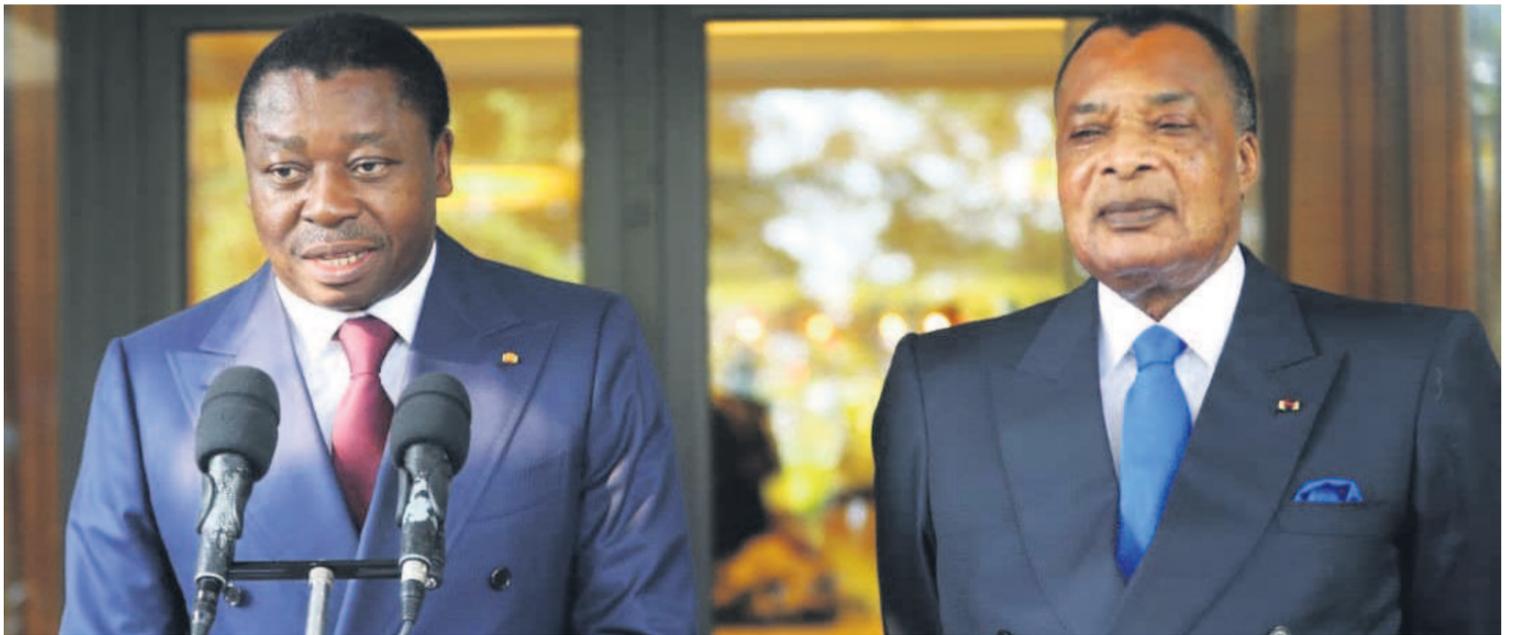


TENSION RDC-RWANDA

Le Congo et le Togo appellent à l'apaisement

Le président Denis Sassou N'Guesso s'est entretenu le 31 mai à Brazzaville avec son homologue togolais Faure Gnassingbé sur les questions de coopération bilatérale et les crises prévalant dans certains pays d'Afrique. Les deux chefs d'Etat ont lancé un appel à « la désescalade et à l'arrêt de l'activisme du mouvement rebelle (M23) » dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Page 16



ALIMENTATION

Les ménages fortement touchés par la flambée des prix



Un des marchés domaniaux de la capitale DR la statistique qui justifie cette situation par le contexte mondial dominé par la guerre en Ukraine.

Au nombre des produits concernés par la hausse des prix figurent l'huile végétale, le sucre, la farine de blé, le riz et les aliments congelés. Le gouvernement a adopté un train de mesures en vue de réduire la pression inflationniste. Page 4

Observée depuis quelque temps, la flambée des prix des produits de première nécessité affecte durement les ménages congolais, indique le dernier rapport de l'Institut national de

SÉCURITÉ

La France appuie la lutte contre la criminalité faunique en Afrique

Les attachés de sécurité intérieure des ambassades de France en Afrique centrale, australe et de l'Est se sont réunis du 31 mai au 1er juin à Brazzaville dans le cadre d'un séminaire sur la lutte contre la criminalité environnementale, les trafics de faux médicaments, le pillage des ressources fauniques et minières.

La rencontre a été organisée par l'ambassade de France en République du Congo en collaboration avec plusieurs partenaires. Page 7



Sophie Hatt animant le point de presse/Adiac

SOCIÉTÉ CIVILE

Les acteurs formés à la rédaction des projets bancables

Les représentants des organisations de la société civile des départements de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou, du Pool, de Brazzaville, des Plateaux et de la Cuvette-Ouest suivent à Brazzaville du 1er au 3 juin, un

séminaire de formation à la rédaction de projets éligibles au financement des partenaires. « Force est de constater la survivance des faiblesses notoires dans la rédaction des projets viables à soumettre au financement des partenaires engagés

à aider la société civile congolaise à se mettre à la hauteur des défis nationaux », a déclaré le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des ONG, Céphas Germain Ewangui, à l'ouverture du séminaire. Page 6

ÉDITORIAL

Organisation

Page 2

ÉDITORIAL

Organisation

Les problèmes d'organisation dont souffrent actuellement les équipes de football de Ligue 1 sont dans la plupart des cas la cause des contre-performances des représentants congolais dans les différentes compétitions internationales. Des réflexions doivent être menées en vue d'améliorer la gestion des clubs « d'élite » étant entendu que pour se doter d'une équipe nationale compétitive, il faut avoir des clubs bien structurés évoluant dans un championnat de haut niveau.

La Fédération internationale de football association (Fifa) montre la voie d'une bonne organisation grâce à sa politique qui consiste à offrir aux clubs de football le statut d'entreprises. Placé, en effet, au cœur du projet, le joueur employé sur la base d'un contrat devient alors salarié du club, bénéficiant ainsi d'autres avantages que lui procure le métier. La démarche de la Fifa a relevé le niveau de plusieurs championnats sur le continent africain.

Mais les clubs congolais, dont le modèle de gestion est resté semblable à celui des années 1960, traînent encore le pas. C'est d'autant plus dommageable qu'en plein XXIe siècle, ces équipes qui représentent le Congo dans les compétitions internationales ne dépendent que du soutien de certaines personnes de bonne volonté alors qu'il a été prouvé qu'une meilleure prise en charge de l'athlète augmente sa performance.

Face à ce constat, la professionnalisation du football national s'impose pour replacer à long terme vers le haut le curseur des objectifs à atteindre. A leur tour, les clubs doivent aussi faire preuve de beaucoup d'imagination pour obtenir des financements additionnels provenant des sponsors. L'implication des grandes entreprises rendra sans nul doute les clubs plus dynamiques et le championnat plus attractif. Les sélections nationales tireront avantage d'une telle organisation.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTIONS LOCALES 2022

Une liste de six candidats pour le PCT Djiri

Les candidats du Parti congolais du travail (PCT) investis aux élections locales dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, Djiri, ont été présentés aux cent-un présidents des sections, le 31 mai, par la présidente du conseil du comité du PCT de cet arrondissement, Antoinette Olou Tiélé Gambia.



Les candidats du PCT investis aux locales à Djiri/Adiac

La liste du PCT Djiri, arrêtée par le comité d'investiture, est composée de six personnes, parmi lesquelles une femme. Celle-ci est conduite par Parfait Romuald Iloki, secrétaire permanent chargé de la communication, des technologies de l'information, porte-parole du parti.

S'exprimant à l'occasion, Parfait Romuald Iloki a rappelé aux présidents des sections que le parti les a envoyés à Djiri pour accomplir une mission, celle de faire de cet arrondissement l'un des fiefs et citadelle imprenable du PCT.

« Mes colistiers et moi-même sommes heureux de vous avouer que nous avons accepté de représenter le parti ici, parce que nous avons une mission à accom-

plir. Nous sommes conscients que vous êtes dirigeants du PCT à la base, et que vous êtes les dépositaires du pouvoir. Vous êtes les racines qui nourrissent l'arbre et nous savons compter sur vous, car si vous êtes avec nous qui pourra nous détrôner », a-t-il déclaré.

Pour ce faire, il a appelé les présidents des sections à une grande mobilisation autour des candidats du PCT aux élections législatives et locales dans le neuvième arrondissement. Une dynamique qui permettra au PCT-Djiri de conserver ses élus afin de garantir au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, la majorité au Parlement et dans les conseils locaux.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Le Congo réitère son soutien aux investisseurs nationaux et étrangers

Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou N'Gusso, a réitéré le 31 mai à Kintélé, à l'occasion de la clôture du premier Forum sur le partenariat public-privé, le souhait du Congo de voir des hommes d'affaires nationaux et étrangers investir dans le pays.

Selon Denis Christel Sassou N'Gusso, le gouvernement est prêt à accompagner les investisseurs et à les assister, convaincu que les secteurs public et privé sont deux maillons d'une même chaîne. La finalité étant l'édification d'une économie nationale et d'un partenariat public privé, seul dispositif incarnant le mieux cette vision. « Ce forum nous a permis de mutualiser nos connaissances et d'interconnecter nos expertises sur les partenariats public-privé. Il nous appartient dès à présent de capitaliser toutes les contributions. Le gouvernement de notre pays ne ménagera aucun effort pour implémenter, de façon efficiente, le partenariat public-privé dans notre écosystème économique tout en poursuivant ses efforts dans l'amélioration du climat des affaires », a déclaré le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, précisant que le forum de Kintélé a permis de franchir un grand pas mais l'objectif est de poursuivre la marche ensemble.

Deux jours d'échanges fructueux

Visant à inciter les acteurs privés nationaux et étrangers à investir en République du Congo, la première édition du Forum sur le partenariat public-privé a permis aux participants d'enrichir les réflexions sur les partenariats public-privé au Congo. « Le déroulement de ce forum et les différentes interventions qui se sont succédé nous ont confortés dans la vision que le gouvernement a des partenariats public privé en tant que



Les ministres Pierre Oba et Denis Christel Sassou N'Gusso au premier plan/DR

mode innovant de financement de projets présentant l'avantage de servir d'alternative à l'endettement public, tout en étant un accélérateur de croissance pour porter la diversification économique », a conclu le ministre en charge de la Promotion du partenariat public-privé, se félicitant de la participation et des contributions des uns et des autres.

Les participants ont, en effet, suivi des panels tout au long des deux jours de travaux. C'est le cas du panel sur le climat des affaires avec pour sous-thème « Comment rendre le climat des affaires attractif en République du Congo ? » Une occasion pour le gouvernement de présenter sa vision consistant à s'associer avec des partenaires

privés, dans une démarche gagnant-gagnant, afin de développer certains secteurs économiques. Pour y arriver, il faut que le climat des affaires soit assaini et garantir des investissements privés, en poursuivant des réformes déjà engagées. « Il s'agit de prendre, dans l'immédiat, des initiatives pour rendre le Congo plus attractif. Une loi sur le partenariat public-privé, justement en cours d'élaboration, pourra se révéler un levier important », a-t-on laissé entendre.

Le panel sur « Relancer l'agriculture pour booster le développement économique » a été une opportunité pour le Congo de présenter son potentiel économique. En effet, sur près de dix millions d'hectares de

riches terres agricoles, seulement 4% sont exploités. Ce qui retarde les attentes d'une autosuffisance dans l'alimentation. Les ambitions des autorités sont de renverser la courbe des importations des produits alimentaires en développant rapidement ce secteur.

Le Congo, terre d'opportunités

Quant au panel sur « Les zones économiques spéciales ou la clé de la modernisation », il a permis au Congo qui veut sortir du « tout-pétrole » de dévoiler à l'assistance sa politique en la matière. Celle-ci consistant en la construction des infrastructures de base pour permettre aux partenaires de développer des activités économiques

et commerciales dans divers domaines hors pétrole.

« L'exploitation des mines comme pilier du développement » a fait également l'objet d'un panel. Le Congo dispose, en effet, d'un sous-sol très riche en minerais. On y trouve les poly métaux, les mines de fer, de la potasse, de l'or et du diamant. « Les quantités et la qualité des gisements déjà prouvées sont intéressantes. Les politiques publiques accordent une place de choix à l'exploitation minière dans le développement du Congo. Il faut cependant un apport conséquent des partenaires financiers. Le Congo doit les attirer en proposant des dispositifs rassurants et bénéfiques », a-t-on signifié.

S'agissant du panel portant sur le sous-thème « Capitaliser l'économie forestière à travers une politique de transformation de ses ressources », il a mis en lumière d'énormes atouts dont dispose le pays avec plus de 65% du territoire couverts de forêts. En effet, grâce à un cadre juridique rigoureux, le gouvernement prône une exploitation responsable et durable des forêts, en exigeant que seulement 15% des grumes devraient être soumis à l'exportation et le reste du bois transformé sur le plan local.

Les autres panels ont porté sur la « Pérennisation de la production des énergies pour soutenir les activités du développement » ; « Faire des transports un secteur porteur et attractive » ; « Comment rendre attractif la destination Congo ? » ; « Arrimer les actions de développement à l'industrialisation ».

Parfait Wilfried Douniama

AFFAIRES

Des hommes d'affaires français en visite au Congo

Séjournant au Congo dans le cadre du premier Forum sur le partenariat public-privé, des investisseurs français regroupés au sein de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Paris Ile-de-France, ont échangé le 31 mai à Kintélé, avec le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou N'Gusso.

Conduite par le conseiller Afrique, Proche-Orient de CCI Paris Ile-de-France, Zoubir Rabia, cette délégation est venue explorer quelques opportunités d'affaires en République du Congo, dans le cadre du partenariat public-privé. « Nous avons plusieurs entreprises qui, pour certaines, sont au Congo pour la première fois, elles sont venues voir, rencontrer des futurs partenaires afin d'envisager une collaboration beaucoup plus forte dans l'avenir sur le Congo », a expliqué le chef de la délégation.

Les entreprises françaises présentes au forum de Kintélé sont douées en matière de formation, de sécurisation des bâtiments et contrôle d'accès. Elles ont

également de l'expertise sur la formation liée à la transformation de la viande, l'industrie agroalimentaire avec des équipements sûrs de liquide plus épais que l'eau. « Les perspectives, je pense que c'est pour le groupe Galileo qui a déjà un partenariat ici, ensuite la société AAA qui a déjà fait des opérations au Congo. Pour les trois autres, c'est pour la première fois qu'elles viennent au Congo. Je pense que toutes ont d'excellentes perspectives puisque nous avons validé leurs projets pour venir ici, préalablement avec les équipes d'Uni-Congo qui organisent des rendez-vous avec ces partenaires potentiels », a conclu Zoubir Rabia.

P.W.D.



Denis Christel Sassou N'Gusso posant avec les investisseurs français/DR



AVIS DE RECRUTEMENT D'UN ASSISTANT ADMINISTRATIF, EN CHARGE DE LA COMPTABILITE



Titre du poste : Assistant administratif (H/F), en charge de la comptabilité
Lieu d'affectation : Brazzaville
Type de contrat : CDD
Durée du contrat : 12 mois avec possibilité de renouvellement

1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE PROJET

Prévu sur cinq ans avec une subvention C2D de 8 MEUR de l'AFD, Le projet ARCEFA (Appui au Réseau des Centre d'Education et de Formation par Apprentissage) a comme finalité de contribuer au développement socioéconomique du Congo par la formation de ressources humaines munies de compétences demandées par le monde socioéconomique au sein d'un dispositif CEFA consolidé et soutenu par un partenariat public-privé. A ce titre, et afin d'appuyer l'équipe d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, Expertise France recrute un.e assistant.e administratif en charge de la comptabilité. Ses principales missions seront :

2. RESPONSABILITES

Sous la supervision hiérarchique du Chef de mission et en collaboration avec les autres membres de l'équipe projet, l'Assistant administratif, en charge de la comptabilité (H/F) devra :

- Tenir à jour le livre de caisse ;
- Préparer le paiement de toutes les dépenses et transmettre les documents pour signature à l'un des signataires habilités ;
- Vérifier les relevés bancaires chaque mois, rédiger le courrier de transmission au bailleur ;
- Collecter et vérifier les pièces comptables et autres factures ;
- Procéder aux saisies informatiques des pièces comptables du projet ;
- Mettre à jour les registres comptables (journal de banque et journal de caisse) ;
- Classer et conserver les copies des pièces justificatives des opérations du projet et tout document d'ordre financier ou comptable suivant les principes prédé-

finis ;

- Exécuter toutes autres tâches demandées par la hiérarchie ;

3. PROFIL :

- Diplômé de l'enseignement supérieur
- 3 ans minimum d'expérience dans le domaine de la gestion et comptabilité ;
- Excellente maîtrise des outils informatiques et bureautiques (Excel, Word, Outlook), la maîtrise d'un logiciel comptable (TOMPRO serai un atout) ;
- Connaissances techniques et des règles particulières de classement et d'archivage ;
- Maîtrise du français oral et écrit ;
- Intégrité et sens de l'organisation ;
- Rigueur / réactivité / capacité forte à travailler en équipe ;
- Une expérience de travail dans une ONG ou dans un projet de coopération est souhaitable
- Déplacements à Brazzaville à prévoir.

4. PROCEDURE DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra impérativement comprendre :

- a. Une lettre de motivation
- b. Un CV détaillé
- c. Des attestations d'employeurs précédents et autres documents pouvant appuyer la candidature.

Le dépôt de candidature se fera sur le site de recrutement d'Expertise France : www.expertisefrance.fr (rubrique Collaborer avec nous - on recrute sur le terrain) ou en déposant le dossier sous pli fermé à l'attention du Chef de Mission Expertise France du projet ARCEFA situé au CEFA des Métiers du Bâtiment, Froid et Climatisation à côté du Lycée Technique du 1er Mai - Quartier BACONGO - Brazzaville. La date limite des dépôts de candidatures est fixée au 15 Juin 2022.

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CERAMIQUES
MUSIQUE

galerie CONGO

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers (Mpolla)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

INFLATION

Les prix des produits essentiels en forte hausse

Le panier de la ménagère est durement impacté par la flambée continue des prix des aliments et des produits de vie courante. Cette augmentation des prix (15 à 50%) notamment à Brazzaville touche les congelés, de l'huile végétale, du sucre, de la farine, des ingrédients, du savon...

La hausse vertigineuse des prix a commencé à être observée depuis la fin de l'année 2021, en témoigne le dernier rapport de l'Institut national de la Statistique (INS), à propos de l'indice des prix à la consommation sur les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,2%), les factures d'eau, d'électricité et du gaz (+1%). L'inflation s'est accentuée au cours des derniers mois en lien avec le contexte mondial actuel dominé par le conflit en Europe.

Dans les marchés domaniaux de la capitale, par exemple, au marché Poto-Poto, dans le 3^e arrondissement, de Texaco, dans l'arrondissement 5 Ouenzé, ou le petit marché PV, à la gare CFCO de Brazzaville, les prix des cartons de cuisse de poulet ont augmenté de plus de 50%, un carton de cuisse de 10kg qui se vendait à 8500f coûte désormais 11500f ou un carton de 15kg de 10500f a augmenté à 17000f. Un litre d'huile végétale qui se vendait à 800f a augmenté à 1500f, de même que le kilo de farine qui est passé de 500 à 600F, le prix de savon vaisselle ou de nettoyage qui a connu une hausse de 20 à 25%.

Pour tenter de contrer l'augmentation des prix des denrées de première nécessité et baisser la pression sur le panier de la ménagère, le gouvernement a adopté en mars dernier un plan de résilience avec vingt-trois mesures. Ce plan visait, d'après le ministre d'État, chargé du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, Claude Alphonse N'Silou, à anticiper pour



Un des marchés domaniaux de la capitale/DR

« Aucune mesure n'a abordé la question de réduction des importations alimentaires pour les réorienter à l'investissement local en vue de promouvoir la production du poisson et du poulet local (...) Les deux premières mesures nous paraissent floues et non muries dans un contexte de crise financière même si l'on observe l'embellie des cours de pétrole et dans la situation actuelle des pistes agricoles et du chemin de fer. On devrait sortir ces deux mesures de ce plan de résilience pour en faire un programme d'urgence de réhabilitation des transports »

qu'au niveau de l'approvisionnement les stocks soient constitués, mais aussi à travailler pour que le Congo soit à l'abri d'une menace

de famine.

Pour le secrétaire exécutif du Réseau des associations des consommateurs (RAC), Mer-

mans Babounga, le plan de résilience annoncé par l'exécutif n'a pas tenu compte de la réalité de terrain et présente quelques fai-

bles dans la protection des consommateurs et la promotion des produits locaux. Sur les 23 mesures, a-t-il ajouté, aucune d'elles n'a fait allusion à l'appui à la recherche pour adopter progressivement l'utilisation de la farine de manioc dans la fabrication du pain et de l'aliment de bétail sur la base des produits locaux.

« Aucune mesure n'a abordé la question de réduction des importations alimentaires pour les réorienter à l'investissement local en vue de promouvoir la production du poisson et du poulet local (...) Les deux premières mesures nous paraissent floues et non muries dans un contexte de crise financière même si l'on observe l'embellie des cours de pétrole et dans la situation actuelle des pistes agricoles et du chemin de fer. On devrait sortir ces deux mesures de ce plan de résilience pour en faire un programme d'urgence de réhabilitation des transports », a estimé Mermans Babounga du RAC et qui est également le secrétaire exécutif de l'Observatoire congolais des droits des consommateurs.

Il a, par ailleurs, exhorté les autorités à faire adopter une loi sur la protection du consommateur et adopter des textes d'application des différentes mesures surtout sur la gratuité des péages pendant douze mois pour les véhicules transportant les denrées alimentaires, intrants agro-pastoraux et halieutiques...

Fiacre Kombo

PROMOTION DES TIC

Pratic et le Figa concluent un partenariat

Le président de l'ONG Pratic, Luc Missidimbazi, a signé, le 1^{er} juin à Brazzaville, avec le directeur général du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des très petites, petites, moyennes entreprises et de l'artisanat (Figa), Armel Mbouloukoué, un accord de partenariat qui vise à assister les start-up congolaises dans l'accès aux services financiers.

« On vient de concrétiser la deuxième phase du partenariat que nous avons avec le Figa, en matière d'accompagnement des start-up qui ont été sélectionnées lors de la sixième édition du salon Osiane. Le but est de les accompagner mais aussi de représenter le Congo au forum mondial des technologies et de l'innovation qui aura lieu le 15 juin à Paris », a indiqué le président de Pratic.

« Nous sommes dans la poursuite de notre ambition de mettre en lumière ce qui se fait au Congo, en matière de technologies. Il est question d'encadrer les activités que nous allons avoir ensemble avec les quatre lauréats de la dernière édition du salon Osiane », a fait savoir Luc Missidimbazi.

Pour sa part, le directeur de l'Impulsion et de l'accompagnement, Sylvain Mbouti, a rappelé que le Figa a fait partie de l'organisation du salon Osiane. « Suite à cet événement, nous nous sommes décidés d'être liés par une convention

de partenariat qu'on vient de concrétiser », a-t-il souligné, avant de relever que l'objectif c'est de placer le numérique parmi les secteurs prioritaires censés bénéficier d'un accompagnement du fonds en vue de promouvoir le domaine numérique des Technologies de l'information et de la communication (TIC) au Congo. Rappelons qu'outre le Figa, Pratic a également signé un accord de partenariat avec Obac capital, une société de conseils stratégiques et financiers à vocation de banque d'affaires. L'objectif de ce partenariat est de pérenniser le village start-up Osiane « Viso », avec une vision plus large, celle d'intégrer les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et de la sous-région.

Ces deux signatures ont été suivies d'une troisième entre Pratic et les quatre start-up lauréates du Challenge du salon Osiane qui bénéficieront d'un accompagnement pendant six mois.

Lopelle Mboussa Gassia

PÉTROLE RUSSE

L'embargo européen va nécessiter d'autres sources d'approvisionnement

L'embargo partiel de l'Union européenne sur les importations de pétrole russe va contraindre les Européens à se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement, en Afrique et en Asie, au risque d'augmenter les prix.

Les 27 pays européens ont décidé un embargo sur le pétrole brut russe dans les 6 mois et les produits raffinés dans les 8 mois. D'ici la fin de l'année, ce sont 90% des exportations de pétrole russe vers l'UE qui seront arrêtées. Il va donc falloir trouver de nouveaux fournisseurs pour 3 millions de barils par jour ces prochains mois.

Plus gros exportateur au monde de pétrole, la Russie produit 11 millions de barils par jour de brut, dont un peu plus de 5 millions sont exportés. La Chine en est le premier pays importateur tandis que l'Europe dans son ensemble importe 2,4 millions de barils/jour. La Russie exporte aussi 1,5 million de barils par jour de gazole, dont l'Europe est très demandeur. Les Européens sont toutefois beaucoup moins dépendants du pétrole que du gaz russe et il est beaucoup plus facile de trouver des cargaisons alternatives par bateau.

C'est ainsi que l'UE semble s'intéresser de manière plus marquée aux pays fournisseurs en Afrique de l'Ouest estime un expert, citant des flux en provenance du Nigeria, d'Angola et du Cameroun. Sans compter le Moyen-Orient, les Emirats arabes unis et l'Amérique du Nord.

A moyen terme, l'UE veut aussi réduire sa dépendance aux énergies fossiles en accélérant le développement des énergies renouvelables.

Les cours du pétrole, déjà élevés ces derniers mois, progressaient mardi à leurs plus hauts niveaux en deux mois après la décision de l'UE, qui avait toutefois été anticipée.

Julia Ndeko avec AFP

SOCIÉTÉ CIVILE

Des acteurs formés à la rédaction des projets

Les représentants des organisations de la société civile, venus de plusieurs départements du pays, suivent à Brazzaville, du 1er au 3 juin, un séminaire de formation sur la rédaction des projets à présenter aux partenaires afin d'obtenir des financements.

« Force est de constater la survivance des faiblesses notoires dans la rédaction des projets viables à soumettre au financement des partenaires et agences de financement, entre autres, la Coopération française, la Délégation de l'Union européenne, l'ambassade des Etats-Unis, les agences du système des Nations unies, tous engagés à aider la société civile congolaise à se mettre à la hauteur des défis nationaux », a déclaré le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales, Céphas Germain Ewangui, à l'ouverture du séminaire.

Les communications suivies des cas pratiques en groupe porteront sur l'existence et les missions des organisations de la société civile ; la problématique du financement des organisations de la société civile ; les modalités d'élaboration des projets ; l'implémentation et évaluation d'un projet. Le séminaire en cours, selon Céphas Germain Ewangui, aboutira à la mise en place des services d'assistance et d'accompagnement des différentes organisations dans l'élaboration et la soumission des projets crédibles.

Les acteurs de la société civile qui y prennent part sont venus des départements de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou, du Pool, de Brazzaville, des Plateaux, de la Cuvette-Ouest. « Bientôt, nous mettrons tout en œuvre pour atteindre les autres départements, notamment la Cuvette, la Sangha et la Likouala », a annoncé Céphas Germain Ewangui.

Rominique Makaya

FACULTÉ DES SCIENCES DE LA SANTÉ

Le professeur émérite Ange Antoine Abena honoré

Le géniteur de l'Ecole de biologie médicale à la Faculté des sciences de la santé (FSSA) de l'Université Marien-Ngouabi, le professeur émérite Ange Antoine Abena, a été honoré le 31 mai, lors de la formation doctorale santé et biologie humaine, en présence de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel et des autres membres du gouvernement.

L'hommage rendu fait suite au parcours universitaire du Pr Ange Antoine Abena, avec l'instauration du programme de santé et biologie humaine qui forme à la fois les masters et les docteurs dans le domaine des sciences de la santé, a expliqué le maître-assistant à la FSSA, le Dr Miguel Landry Martial.

Le Pr Ange Antoine Abena a reçu à cette occasion les œuvres d'art, symbole de reconnaissance à son égard. Des communications ont été données par différents docteurs, notamment sur « La formation doctorale santé et biologie humaine : bilan et perspectives », présentée par le Dr Miguel Landry Martial. Il a énuméré plusieurs activités réalisées de 2016 à 2022, estimant le bilan positif, car la formation doctorale santé et biologie humaine a produit plus d'une centaine de masters en santé et biologie humaine.

Par ailleurs, quatre docteurs ont présenté les productions scientifiques avec vingt publications tirées de leurs travaux de thèses. En effet, la leçon inaugurale a été



Pr Ange Antoine Abena

présentée par le Dr Etienne Mokondjimobé qui a qualifié cette formation doctorale d'un lieu de réflexion. Pour sa part, le Pr Donatien Moukassa a présenté le professeur émérite Ange Antoine Abena et ses œuvres, rappelant ses différents passages aux grades d'assistant au professeur sans oublier d'autres fonctions administratives.

En ce qui concerne les axes qui ont marqué le parcours du professeur, il a souligné de nombreuses publications scientifiques dont

plus de cent quinze articles et celles sur la neuropathologie et la pharmacologie des plantes médicinales.

De son côté, émerveillé et ne pouvant pas contenir ses larmes devant toute la foule venue l'honorer, le professeur émérite Ange Antoine Abena a résumé son témoignage sur l'humilité dans son mot de circonstance. Il a exhorté les étudiants à l'éthique, l'amour du pays et du travail bien fait afin de relever les défis tout en les assurant de son appui.

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, a indiqué que cette cérémonie ne doit pas seulement lui rendre hommage mais plutôt lui être reconnaissant d'avoir travaillé pendant plus de trente-cinq ans à l'Université Marien-Ngouabi. Elle a émis le souhait au professeur de participer aux prochaines assises des états généraux de l'éducation pour venir éclairer l'alma-mater sur certains points dont l'assurance qualité.

Lydie Gisèle Oka

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Financement : Budget de l'Etat 2022

Appel d'Offres AON 01/MHC/CGMP-2022 FRN Relatif à : « L'Acquisition des Equipements Informatiques » en 03 lots.

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics n° 235 du 27 avril 2022.

2. Le Ministère des Hydrocarbures a sollicité et obtenu des fonds dans le cadre de son budget d'investissement, exercice 2022, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés relatifs à :

-la réhabilitation du réseau électrique,

-l'acquisition des équipements informatiques et

-la réhabilitation du réseau informatique.

3. Le Ministère des Hydrocarbures sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour procéder à cette fourniture. Il est spécifié que ces lots peuvent être attribués séparément, le cas échéant.

4. La passation des Marchés sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Gestion des Marchés Publics et prendre connaissance des documents d'appel d'offres, du lundi au vendredi, de 09 heures à 14 heures, à l'adresse ci-après : Ministère des Hydrocarbures (Rond point Place de la République), 7ème étage de l'immeuble des Mines et Energie, bureau du Directeur des Etudes et de la Plani-

fication, Secrétaire Permanent de la Cellule de Gestion des Marchés Publics, Tél : 06 669 23 02 / 04 416 39 93.

6. Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres.

7. Les candidats intéressés peuvent demander et obtenir le dossier d'Appel d'offres complet en version électronique (par mail, clé USB ou par CD), à l'adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement en espèces non remboursable de cent vingt-cinq mille (125.000) FCFA.

8. Les offres accompagnées d'une garantie en caution bancaire ou chèque certifié de 1% du montant du marché, devront être soumises à l'adresse ci-dessus mentionnée au plus tard, le 16 juin 2022, à 12 heures 30 mn.

9. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : Salle de Réunions du 4ème étage de l'immeuble des Mines et Energie (Rond-point Place de la République), le 16 juin 2022 à 13 Heures 30 mn.

10. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 18 mai 2022

Pour la Personne responsable des marchés publics

P.O, le Directeur de Cabinet

Professeur Macaire BATCHI

AFRIQUE

La France renforce sa coopération dans la lutte contre la criminalité environnementale

L'ambassade de France au Congo a organisé, du 31 mai au 1^{er} juin, en collaboration avec plusieurs administrations françaises, un séminaire des attachés de sécurité intérieure (ASI) des ambassades de France en Afrique centrale, de l'est et australe.

Pendant deux jours, les participants ont examiné les problématiques de criminalités environnementales, de trafics de faux médicaments, etc. Ils ont échangé sur la manière de mieux lutter contre ces maux en Afrique centrale, de l'est et australe.

L'objectif du séminaire a été d'échanger sur plusieurs points, entre autres, la lutte contre le pillage des ressources fauniques et minières en Afrique centrale et australe. Au cours d'un point de presse organisé à cette occasion, la directrice de la Coopération internationale de sécurité au ministère français de l'Intérieur, Sophie Hatt, a expliqué qu'il s'agit également « de travailler, de partager les expériences sur le développement d'une certaine radicalisation qui frappent certains pays. Certains de ces pays voient une radicalisation des groupes qui prend de l'ampleur ».

En effet, l'intérêt du séminaire, a-t-elle poursuivi, a été « d'échanger nos connaissances, nos compétences pour mettre à disposition des services de nos partenaires des informations pour qu'ils luttent au mieux contre ces prémices de la radi-



calisation ».

L'idée d'avoir organisé ce séminaire à Brazzaville, a-t-elle indiqué, a été « de mettre le Congo au centre d'intérêt, au centre de cette coopération parce qu'elle est riche ».

En outre, la délégation de l'Union européenne a participé également au séminaire parce qu'elle finance, a-t-elle dit, des projets de renforcement des structures de forces de sécurité intérieure.

« Nous travaillons égale-

Sophie Hatt animant le point de presse/Adiaquement avec les structures telles qu'Interpol et autres qui sont des sources d'information et de meilleures pistes de coopération. Je suis très heureuse d'être entourée d'un très haut représentant de la

police nationale au Congo qui entretient des relations riches. Nous faisons en sorte qu'une formation soit offerte également à nos partenaires. Se former dans des écoles françaises permet d'échanger au plus haut niveau, et nous permet aussi d'entretenir d'excellents rapports. Nous encourageons cette influence. Les autorités sont demandeuses. Nous sommes également demandeurs de continuer ce partenariat », a assuré Sophie Hatt.

Signalons que lors du point de presse, la directrice de la Coopération internationale de sécurité au ministère français de l'Intérieur était assistée d'André Fils Obami Itou, et de l'attaché de sécurité intérieure à l'ambassade de France au Congo, Marwan Laraïch.

« Au Congo, nous avons un attaché de sécurité qui est en poste depuis 1989. Donc, c'est une coopération historique et très riche que nous avons avec Brazzaville. Nous souhaitons l'enrichir et continuer à développer des rapports de si bonne qualité », a conclu Sophie Hatt.

Yvette Reine Nzaba

DÉLINQUANCE JUVÉNILE

L'AAE estime que 90% des « bébés noirs » sont des enfants vulnérables

L'Association les amis des enfants (AAE) a constaté, au terme des séances de sensibilisation des chefs de quartier et des parents aux arrestations illégales des mineurs à Brazzaville, que les « bébés noirs ou kulunas » étaient à 90% des orphelins et enfants vulnérables, incarcérés dans les postes de police.



Les participants à la séance de sensibilisation de Talangai/DR

Financé par l'Union européenne via les ONG Agir ensemble pour les droits humains et l'Observatoire congolais des droits de l'homme, le projet « Pacte » réalisé par l'AAE a permis de sensibiliser les chefs de quartier et parents des arrondissements 4 Mougali, 5 Ouenzé, 9 Djiri et 6 Talangai. En effet, le projet

qui a pris fin le 28 mai dernier à Talangai, visait à renforcer les capacités des chefs de quartiers et des parents sur les textes portant protection et des droits de l'enfant ; les associer à la lutte contre les arrestations illégales des mineurs dans les lieux de privation de liberté.

« Au cours de cette séance, les

causes de ces arrestations ont été évoquées, notamment l'irresponsabilité de certains parents ; la fragilité des institutions de protection de l'enfant ; le manque de programme éducatif, de censure et de suivi des programmes détruisant l'éducation ; la non-application des lois par les ser-

VICES de police avec comme conséquence l'augmentation de la délinquance juvénile dans tous les milieux », ont estimé les participants à la rencontre de Talangai.

Cela justifie, ont-ils estimé, le nombre impressionnant des mineurs dans les postes et commissariats de police dépassant les délais de garde à vue. La plupart de ces enfants étant des orphelins. Pour aider les participants à comprendre cette problématique, le coordonnateur du projet de l'AAE, Michel Carel Tsendou, les a invités à se référer aux différents articles de la loi Potignon pour s'enquérir des dispositifs y relatifs.

Selon l'orateur, la place de l'enfant n'est pas dans les prisons ou les cachots. « L'enfant doit être bien élevé par sa famille, entouré de soins et voir ses droits accomplis », a-t-il dit. S'agissant des cas de tueries perpétrés par ces enfants, il a exhorté les participants à consulter les articles 73 et 79

de la loi Potignon qui donne une procédure judiciaire à suivre en présence de l'officier judiciaire, les parents ou tuteurs, le procureur de la République, le médecin commis, l'avocat et le juge du tribunal des enfants.

Le président de l'AAE, Ciani Quevai Yoka, a réaffirmé la vision de son ONG consistant à créer les centres d'éducation et de rééducation des mineurs. Pour y parvenir, il entend se rapprocher des bailleurs de fonds et de l'Etat congolais afin de mobiliser des moyens financiers et matériels. « Le but étant aussi d'accompagner l'Etat qui a beaucoup de choses à faire », a conclu le président de l'AAE.

Dans l'optique d'aider le public à connaître les droits des enfants et les adolescents à connaître leurs devoirs, une bande dessinée intitulée « L'enfant d'avenir » a été distribuée aux participants de Talangai et Djiri.

Parfait Wilfried Douniama

FINANCES

Les prêts chinois à l'Afrique pourraient déclencher une crise financière mondiale

L'estimation est du chancelier allemand Olaf Scholz qui pense que la générosité de Pékin envers ses partenaires du Sud risque de plonger le monde dans une nouvelle crise financière.

Alors que la guerre en Ukraine assombrit les perspectives de croissance de l'économie mondiale, le débat sur les pratiques de prêt de la Chine en Afrique revient sur le devant de la scène. Interpellé sur l'attitude timorée de l'Union européenne en Afrique pendant que les fonds chinois irriguaient le continent pour financer des projets de développement, le chancelier allemand Olaf Scholz a remis sur la table l'impact négatif que pourrait avoir l'appétit gargantuesque des prêteurs chinois sur la stabilité financière mondiale.

« Il existe un danger vraiment sérieux de voir (se déclencher) une prochaine grande crise de la dette dans les pays du Sud liée aux prêts accordés par la Chine, qui n'a elle-même pas une vue d'ensemble en raison des nombreux acteurs impliqués », a lancé le chancelier social-démocrate lors d'un débat au Congrès des catholiques, tenu le 27 mai à Stuttgart.

« Cela plongerait la Chine et les pays du Sud dans une grande crise économique et

financière et, en outre, n'épargnerait pas le reste du monde. Il s'agit donc d'une inquiétude sérieuse », a-t-il ajouté.

Olaf Scholz a également formé le vœu de voir la Chine rejoindre le Club de Paris, un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées aux difficultés de paiement de pays endettés en négociant des allègements ou des rééchelonnements de leur dette. « L'une des grandes ambitions que nous avons est d'intégrer la Chine » dans ce club, a-t-il souligné.

La Chine, premier créancier du continent africain

La Chine s'est hissée au cours des dernières années au rang de premier créancier de l'Afrique, en s'appuyant notamment sur ses deux principaux bras financiers (policy banks), en l'occurrence la Banque chinoise d'import-export (China EximBank) et la China Development Bank (CDB), ainsi que sur des fonds bilatéraux spécifiques comme le Fonds de développement Chine-

Afrique (CAD Fund).

Entre 2000 et 2021, l'empire du Milieu a déversé 161,9 milliards de dollars sur le continent, selon des données récoltées par l'université de Boston.

Mais certaines ONG pensent que les engagements globaux de la Chine en matière de prêts sont probablement beaucoup plus importants. AidData, un organisme spécialisé dans la recherche sur le développement international rattaché à l'Université William & Mary aux Etats-Unis, relève que près de 50% des prêts accordés par la Chine aux pays en développement ne figurent pas dans les statistiques officielles de la dette.

Le think tank américain Brookings Institution a, quant à lui, souligné que les prêts accordés par la Chine aux pays africains depuis le début du nouveau millénaire ont essentiellement servi à financer plus de 3000 projets d'infrastructures.

Global Gateway, une contre-offensive européenne
Les prêts chinois ne sont pas as-

sortis de conditions en termes de gouvernance et de respect des droits de l'Homme. Ils sont cependant souvent assujettis à l'attribution de marchés aux entreprises chinoises et à l'exploitation de ressources naturelles locales. Et c'est là que le bât blesse. Des organisations non gouvernementales et des responsables occidentaux accusent régulièrement Pékin d'utiliser le « piège de la dette » pour exercer sur ses partenaires africains, voire pour les obliger à céder le contrôle de certains actifs précieux lorsqu'ils ne peuvent plus rembourser.

La Zambie, où la Chine a remporté la totalité des appels d'offres internationaux des dernières années, ou encore Djibouti, où Pékin a installé une base militaire, ont par exemple des dettes envers la Chine équivalant à au moins 20 % de leur produit intérieur brut annuel, d'après AidData. Mais la Chine rejette cette thèse et accuse les Occidentaux de promouvoir ce discours pour ternir son image et contenir son influence montante.

Quoi qu'il en soit, les déclarations du chancelier allemand sur les pratiques de prêt de la Chine en Afrique sonnent comme un nouvel épisode de la sourde lutte d'influence engagée entre l'ogre asiatique et l'Occident sur le continent.

Pour tenter de contrer l'influence chinoise en Afrique, l'Union européenne a, d'ailleurs, dévoilé en décembre 2021 un plan d'aide au développement baptisé « Global Gateway ». Ce plan prévoit notamment des investissements de 150 milliards d'euros en Afrique sur six ans pour contribuer au développement des infrastructures du numérique, de l'énergie, mais aussi de la santé et l'éducation. La nouvelle offensive « Made in Bruxelles » prend les allures d'une réponse européenne aux « nouvelles routes de la soie », un projet titanesque porté par Pékin qui prévoit la construction de chemins de fer, de routes et de ports dans divers endroits du monde, et plus particulièrement en Afrique.

Josiane Mambou Loukoula
et Ecofin



OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

75^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

L'Afrique dit non à la réforme du Règlement sanitaire international

Les 194 pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se sont réunis à Genève, en Suisse, du 22 au 28 mai, à l'occasion des travaux de la 75^e Assemblée mondiale de la santé (AMS), pour tenter d'échafauder une réforme du système de santé mondial, dont les faiblesses ont été dévoilées par la pire pandémie depuis cent ans. Les pays africains se sont opposés à cette réforme qui avait pour thème « Santé pour la paix et paix pour la santé ».

Les ministres de la Santé se sont succédé à la tribune pour la première assemblée en présentiel depuis le début de la pandémie de coronavirus. Les discussions ont porté en particulier sur le financement durable de l'OMS qui ne dispose que d'un budget biennal autour de six milliards de dollars. « *Il n'y a pas de meilleur investissement que la santé* », a déclaré le patron des Nations unies, Antonio Guterres. Il faut dire que la pandémie de covid-19 a permis de dévoiler les faiblesses du système mondial de santé. Un toilettage du règlement sanitaire international (RSI) a été entrepris, pour permettre de répondre plus efficacement et plus rapidement aux urgences sanitaires. Le directeur général de l'OMS, le

Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, seul candidat à sa propre succession, a rempli à la tête de cette organisation. Il a rappelé que la pandémie n'est pas encore terminée, et que « *ce n'est terminé nulle part tant que ce n'est pas terminé partout* ». Il a appelé tous les pays à s'engager à atteindre la couverture vaccinale de 70% dès que possible. Dans la même veine, l'assemblée a décidé de la

création d'une commission permanente des urgences issue du Conseil exécutif de l'OMS et activable en 24 h en cas d'urgence sanitaire de portée internationale. En parallèle, a été lancé le

L'Afrique rejette la réforme du RSI

Les délégués africains dans l'ensemble se sont opposés à la réforme du RSI, proposée par les Etats-Unis. Ils considèrent que le texte américain constituerait une atteinte à la souverai-

neté des Etats membres. Car le RSI donne de larges pouvoirs à l'OMS pour décider de la politique sanitaire des pays signataires. Il est aussi juridiquement contraignant pour ces derniers. Le Botswanais Moses Keetile, porte-parole du bloc africain, a indiqué que « *l'Afrique partage le point de vue selon lequel ce processus ne devrait pas être accéléré* ». Une pétition a été lancée contre le RSI. En effet, sa réforme donne des pouvoirs étendus à l'OMS. Elle autorise le déploiement d'équipes d'experts sur les sites de contamination et la création d'un nouveau comité de conformité pour surveil-

ler l'application des règles. Parmi les modifications proposées par le texte américain, on trouve « *le droit de l'OMS de déployer des spécialistes dans le pays membre concerné (où un risque de pandémie*

existe, Ndlr) et de recommander un protocole sanitaire à adopter ». Selon le RSI, le refus d'obtenir des Etats membres provoque des sanctions variant de la suspension du droit de vote à l'Assemblée mondiale de la santé jusqu'à la suspension du même droit à l'Assemblée générale des Nations unies. Plusieurs pays ont qualifié cette réforme du RSI de « liberticide ». Les pays africains ont soulevé une objection, plaidant pour l'adoption de l'ensemble des réformes visant à améliorer le fonctionnement de l'OMS dans le cadre d'un « paquet holistique » à un stade ultérieur. Outre les pays africains, l'Iran, la Malaisie, la Russie et le Brésil ont également exprimé des réserves sur la réforme du RSI.

Noël Ndong

« Il n'y a pas de meilleur investissement que la santé »,

EXPORTATIONS

Le continent africain, une « bonne alternative valable » selon la Russie

Sous le coup de sévères sanctions occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie et ses alliés misent sur les marchés africains pour écouler leurs produits.

L'ambassadeur itinérant russe et chef du secrétariat du Forum du partenariat Russie-Afrique, Oleg Ozerov, a estimé, le 26 mai dernier, que l'Afrique représente une « bonne alternative » pour les pays membres de l'Union économique eurasiatique (UEEA), dans le domaine des exportations. « *L'Afrique pourrait devenir une bonne alternative ou, si vous préférez, un complément puissant aux marchés traditionnels vers lesquels les pays de l'UEEA exportent leurs marchandises, en particulier dans les conditions actuelles de sanctions occidentales contre Moscou et des perturbations des chaînes d'approvisionnement qui en découlent* », a déclaré le diplomate à l'agence russe Sputnik, en marge d'une conférence sur les perspectives de l'intégration eurasiatique.

Il a également indiqué que Moscou préparait activement la deuxième édition du Sommet Russie-Afrique, prévu à Saint-Petersbourg, en novembre prochain.

L'UEEA est une union économique entre cinq ex-républiques soviétiques : la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et le Kirghizistan. Cette alliance économique a lancé sa propre zone de libre-échange en 2015. Elle a aussi signé des accords commerciaux avec la Chine, le Vietnam, l'Iran, Singapour, l'Egypte et la Serbie.

Josiane Mambou Loukoula

GUERRE EN UKRAINE

L'ONU alerte sur le risque de famine dans la corne de l'Afrique

Depuis plusieurs mois, le risque de famine contre lequel l'Organisation des Nations unies (ONU) met en garde en Éthiopie, au Kenya et en Somalie s'est aggravé encore avec la guerre en Ukraine, la perspective désormais tangible d'une nouvelle mauvaise saison des pluies, la cinquième d'affilée, ont alerté plusieurs agences onusiennes, le 30 mai.

La Somalie ainsi que plusieurs régions du Kenya et de l'Éthiopie ont été frappées par un « *phénomène météorologique inédit depuis au moins quarante ans: la succession de quatre saisons des pluies à faibles précipitations* », indique un communiqué publié par les organismes onusiens, et d'autres partenaires engagés dans l'action humanitaire.

« *Il est probable que la saison des pluies de mars à mai 2022 ait été la plus sèche jamais enregistrée* », et « *il y a désormais un risque réel que la prochaine saison des pluies d'octobre à décembre soit inférieure aux attentes* », ajoute le texte, publié notamment au nom de l'Organisation météorologique mondiale, de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation ou encore du Programme alimentaire mon-

dial. Le communiqué note que la sécheresse a déjà entraîné la mort de 3,6 millions de têtes de bétail au Kenya et en Éthiopie, dans des zones où l'élevage est la principale source de revenus de la population locale, tandis qu'en Somalie, c'est un tiers du cheptel qui a péri depuis mi-2021. À cela s'ajoutent la destruction de récoltes et des déplacements de la population en quête d'eau et de nourriture.

Plus de 16,7 millions de personnes dans les trois pays sont déjà en situation « d'insécurité alimentaire aiguë », chiffre qui pourrait passer à vingt millions dès septembre, et grossir encore en cas de nouvelle saison des pluies insatisfaisante au quatrième trimestre, notent les signataires du texte.

Selon eux, la situation empire également à cause de la guerre en Ukraine, qui a fait envoler

les prix de l'alimentation et des carburants. « *Il faut dès maintenant intensifier rapidement les actions pour sauver des vies et empêcher la famine et les morts qui en découlent* », poursuit le texte, notant que les fonds manquent terriblement.

En 2017, une mobilisation humanitaire précoce avait permis d'éviter une famine en Somalie, contrairement à 2011 où 260 000 personnes dont la moitié d'enfants de moins de 6 ans étaient mortes de faim ou de troubles liés à la faim.

Selon les scientifiques, le changement climatique entraîne une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, tout particulièrement en Afrique, continent qui contribue pourtant le moins au réchauffement climatique.

Yvette Reine Nzaba

ACCÈS POUR TOUS À L'ÉLECTRICITÉ

La société civile organise une marche ce jeudi

La société civile congolaise organise, le 2 juin à Kinshasa, une marche pacifique qui partira du rond-point des Huileries pour aboutir à l'immeuble de la Régideso, sur l'avenue éponyme, où un mémorandum sera déposé au ministère des Ressources hydrauliques et Electricité.

La manifestation de la société civile entre dans le cadre de la campagne « Toboyi molili, mwinda epela », pour amener le gouvernement congolais à améliorer l'accès pour tous à l'électricité. « Pas d'accès à l'électricité, pas de développement !! », fait observer la société civile. Justifiant son action, elle rappelle que la République démocratique du Congo (RDC) demeure l'un des pays ayant un fort potentiel énergétique, mais la population dans sa majorité n'a pas accès à l'électricité. Et selon la Banque mondiale, en effet, environ 65 millions de Congolais n'ont pas accès à l'électricité, alors que les statistiques de la Société nationale d'électricité (Snél) montrent, de leur côté, que plusieurs provinces ont un taux d'électrification ne dépassant pas 3%.

La société civile admet également que la réforme du cadre



légal et institutionnel a abouti à un grand résultat qui est la promulgation de la loi n° 14/011 du 17 juin 2014 relative au secteur de l'électricité. Mais cette loi, bien qu'elle consacre le principe de la libération du secteur, continue par contre à souffrir de sa mise en œuvre effective, et cela depuis plusieurs années après sa

promulgation. La société civile relève également un autre résultat de la réforme du secteur de l'électricité en cours, qui est la transformation de la Snél en une société commerciale, alors qu'elle était une entreprise étatique. Selon la société civile, cette réforme de la Snél reste un grand défi, parce qu'elle n'a pas abouti à

un résultat remarquable, alors qu'elle avait pour missions, entre autres, de redresser la société qui se retrouve aujourd'hui proche de la faillite. Pour ne pas rester indifférents face à ce contexte, les acteurs de la société civile se sont engagés à organiser une grande mobilisation des Kinois, à travers la marche

du 2 juin, afin d'exiger des autorités l'amélioration des conditions d'accès de la population à l'électricité. L'objectif général de cette action est de mobiliser les acteurs de la société civile et la population kinoise pour exiger l'amélioration des conditions d'accès à l'électricité. Ceci, en protestant contre la gestion opaque de la Snél et en exigeant du gouvernement une politique nationale énergétique ainsi que la transparence en rapport avec les enjeux du projet grand Inga et la finalisation de la réforme de la Snél. Les organisateurs de cette marche veulent aussi pousser le ministre des Ressources hydrauliques et Electricité à finaliser la réforme du secteur et à exiger la réhabilitation des barrages abandonnés à travers le pays pour améliorer l'accès à l'électricité.

Lucien Dianzenza



**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

**SOCIÉTÉ YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

PROCESSUS DE PAIX DE NAIROBI

Le Conseil de sécurité enjoint les groupes armés à déposer les armes

Dans une adresse faite par visioconférence devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur la situation de la République démocratique du Congo (RDC), l'envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, Huang Xia, a invité, le 31 mai, tous les groupes armés à déposer « immédiatement » les armes.

A l'unanimité de ses membres, le Conseil de Sécurité de l'ONU a apporté son soutien total au processus de paix de Nairobi initié par les présidents Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Uhuru Kenyatta et appelé les groupes armés à déposer les armes.

« J'appelle tous les groupes armés à renoncer à la violence, à déposer immédiatement les armes sans condition et à s'inscrire dans le processus de paix de Nairobi », a déclaré l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU dans la région des Grands Lacs, Xia Huang. Le même message a été relayé par tous les participants à cette réunion consacrée exclusivement à la situation sécuritaire à l'Est de la RDC. Convaincu que l'option militaire seule ne suffira pas pour instaurer une paix durable dans cette région, il estime que l'éradication des groupes armés nécessite une approche globale. Huang Xia a également réitéré « la pertinence des mesures non militaires que son bureau s'ef-

force, depuis un moment, de promouvoir ».

Une solidarité africaine agissante

L'envoyé de l'ONU a, par ailleurs, encouragé les dirigeants de la région à poursuivre leur dialogue de haut niveau pour faire face à la menace que représentent les groupes armés et pour éviter une escalade des tensions entre la RDC et ses voisins. Les représentants des Etats-Unis, de la Russie, de la France, de la Chine, du Royaume-Uni, de l'Irlande, de l'Inde, du Brésil, des Émirats arabes unis, de la Norvège, de l'Albanie, du Kenya et de Mexique ont chacun condamné, en des termes clairs, la dégradation de la situation sécuritaire créée par les attaques du Rwanda couvertes sous le label du M23. Le groupe africain siégeant au Conseil de sécurité, composé du Gabon, du Ghana et du Kenya, dans une déclaration commune, a fait un plaidoyer en faveur de la levée du régime de déclaration imposé à

la RDC pour l'acquisition des équipements militaires.

Prenant à son tour la parole au nom de son pays, le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala, a présenté la situation sécuritaire dans les moindres détails, rappelant les efforts entrepris par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour la pacification de l'Est. Il a démontré l'implication du Rwanda et son soutien au M23 dans la situation actuelle, cherchant à maintenir la RDC dans l'instabilité et torpiller le processus de paix de Nairobi. « Au moment où cinquante-six groupes armés et quarante communautés locales s'inscrivent dans la voie pacifique », a déclaré Christophe Lutundula, « l'activisme du M23 et l'agitation du Rwanda cachent mal les velléités belliqueuses de ce duo ». Pourquoi les rebelles du M23 reviennent-ils en ce moment ? Qui les arme ? D'où tirent-ils l'armement lourd avec lequel ils attaquent les FARDC et la

Monusco alors qu'ils étaient défaits depuis 2013? Pourquoi choisissent-ils de s'attaquer à Kibumba, lieu choisi pour accueillir le pape François ? Pourquoi à chaque fois le Rwanda apparaît clairement aux côtés de ce groupe armé ? Est-ce la poule qui cache les poussins ? Autant de questions que le patron de la diplomatie congolaise s'est posé devant le Conseil de sécurité.

Le plaidoyer de la RDC

Tout en dénonçant la stratégie des groupes réfractaires et désormais forces négatives qui consiste à trouver un espace de négociation avec le gouvernement à l'instar du M23, l'émissaire du président Tshisekedi a été très clair. « Ces recettes de triste mémoire, à savoir le brassage, le mixage et le partage du pouvoir politique sont révolues », a-t-il dit. Pendant vingt-huit ans, a-t-il rappelé, le pays a souffert de ces mélanges. Le plaidoyer de la RDC devant l'instance décisionnelle de l'ONU s'est résumé en six points importants, à

savoir appuyer activement le processus de paix de Nairobi; appeler les pays des Grands Lacs à s'impliquer positivement dans la mise en œuvre de l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba; condamner comme en 2013 les activités du M23, FDLR, ADF, Red Tabara, etc.; exiger au M23 le dépôt des armes et son retrait immédiat de toutes les positions occupées; soutenir la mise en œuvre du PDDR-CS; demander au Conseil de sécurité de s'impliquer davantage pour un dialogue sincère avec les pays voisins dont le Rwanda. Après l'appui sous-régional, celui de l'Union européenne, le Conseil de sécurité, à son tour, s'est engagé à soutenir le processus de Nairobi avec promesse d'un engagement financier des partenaires traditionnels de la RDC. Xia Huang a annoncé une tournée dès le 1er juin dans la sous-région de la East African community avant le troisième conclave des chefs d'Etat à Nairobi.

Alain Diasso

ELIMINATOIRES CAN 2023

Veillée d'armes des Léopards avant d'affronter le Gabon

Les Léopards de la République démocratique du Congo se regroupent à Kinshasa, depuis le 30 mai, avant d'affronter les Panthères du Gabon en première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2023.

Les Léopards affrontent, le 4 juin, au stade des Martyrs à Kinshasa, les Panthères du Gabon en première journée des éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2023. Le sélectionneur, Hector Cuper, a récemment rendu publique une liste de vingt-cinq joueurs pour cette rencontre. Le regroupement a débuté le 30 mai.

Onze joueurs évoluant à l'étranger ont rejoint la capitale congolaise le premier jour de rassemblement, précisément les attaquants Yoane Wissa (Brentford/Angleterre) et Jackson Muleka (Kasimpasa/Turquie), Chadrack Akolo (Amiens/L2 France), Meschack Elia (Young Boys de Berne/Suisse), les milieux de terrain Glody Ngonda Muzinga (FC Riga/Lettonie), Samuel Bastien Binda (Standard de Liège/Belgique), Edo Kayembe (Watford/re-légué en D2 Angleterre) et Samuel Moutousamy (Nantes/France), Neeskens Kebano (Fulham/promu en Premier League/Angleterre), et les gardiens de but Joël Kiassum-

bua (sans club/Suisse), et Lionel Mpasi (Rodez/L2 France).

Trois joueurs évoluant au Maroc sont arrivés à l'aube du 31 mai, notamment le latéral droit Mukoko Amale (Difaa Al Jadida/Maroc), le défenseur axial Arsène Zola (Chabab Mohammedia/Maroc), et le milieu défensif Fabrice Ngoma (Raja de Casablanca/Maroc). Notons que ces joueurs ont trouvé d'autres coéquipiers arrivés sur place depuis quelques jours.

Des joueurs se confient

La première séance d'entraînement a eu lieu le 31 mai à l'issue de laquelle quelques joueurs se sont confiés à la presse. « C'est avec un esprit de revanche que nous allons démarrer cette campagne des éliminatoires en espérant que ce sera fait avec des mérites, surtout avec l'objectif de retrouver la CAN, parce que nous avons été absents lors de la dernière édition. C'était une déception pour tout le monde. Maintenant, nous



Yoane Wissa, Nathan Idumba Fasika et Chadrack Akolo se sont confiés à la presse/DR
avons l'objectif de retrouver cette compétition et d'aller le plus loin possible », a déclaré Yoane Wissa de Brentford en Premier League anglaise. Le Gabon, se souvient-on, avait privé la RDC de la CAN 2021 (reporté en 2022 à cause de la pandémie de covid-19) au Cameroun, l'ayant battue en avant-dernière journée des éliminatoires à Franceville par trois buts à zéro. Les deux

cette Coupe d'Afrique afin d'effacer la déception des éliminatoires ratés du dernier mondial. Nous sommes conscients de ce qui nous attend et de ce que nous devons faire. Le seul regret est que le match sera à huis clos, mais nous demandons à nos supporters de nous faire leur travail partout où ils vont regarder le match. Nous ferons tout pour les satisfaire ».

En fait, ce match de la première journée se jouera à huis clos au stade des Martyrs, car la Confédération africaine de football a sanctionné la RDC après les incidents du match de barrage aller de la Coupe du monde entre elle et le Maroc (un but partout). Pour sa part, Chadrack Akolo d'Amiens en Ligue 2 française, a laissé entendre : « Nous sommes tombés, nous devons trouver des ressources pour nous relever et repartir du bon côté. Ce qui nous intéresse est de donner un bon visage, peu importe l'adversaire ».

Martin Engimo

INTERVIEW

Jean De Loriol : « C'est un peu le hasard qui m'a emmené à Kinshasa »

Scénariste chevronné, directeur d'écriture, c'est sa casquette de formateur que le cinéaste français, dont la réputation est aussi bâtie comme réalisateur, a mis à contribution au 6e Festival du film européen, du 16 au 21 mai. Ces rencontres autour de ses métiers qui nourrissent son travail l'ont porté à animer un atelier sur l'écriture du scénario à l'Institut français où l'a interviewé «Le Courrier de Kinshasa».

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Cinéaste depuis près de trois décennies, avez-vous un genre de prédilection ?

Jean De Loriol (J.D.L.) : J'ai deux genres de prédilection : le film à caractère documentaire et social ainsi que le film fantastique. Ce sont les deux principaux genres qui m'intéressent mais j'ajouterai quand même un troisième, la comédie.

L.C.K. : Avec une pratique du cinéma qui s'étale sur près de trente ans, vous devez avoir une expérience assez fournie, bien riche...

J.D.L. : Oui, je pense, en effet, avoir une expérience assez fournie. J'avais 21 ans lors de ma première formation audiovisuelle. Après mon baccalauréat, j'ai fait une école de cinéma assez courte qui a éveillé mon intérêt pour la dramaturgie. A 22 ans, j'ai fait des études audiovisuelles un peu plus longues sur les techniques de la photo, de la vidéo et du son suivies de multiples stages en tant que cadreur et assistant. A 25 ans, j'ai quitté ma région natale, dans le sud de la France, pour Paris où j'ai trouvé un premier travail dans une société de production. Dans ce cadre, j'ai réalisé un film acheté par Canal + et à partir de là, je me suis lancé en tant qu'auteur et réalisateur. J'ai écrit beaucoup de programmes pour la télévision, notamment dans l'animation. Comme réalisateur, j'ai fait des courts métrages, des publicités pour une agence et également du documentaire. Pour l'écriture, assez récemment, j'ai complété mon expérience de scénariste, directeur d'écriture. J'ai codirigé l'écriture d'une série d'animation. Aujourd'hui, je poursuis mon activité un peu sur tous les fronts. J'ai fait trois documentaires qui ont été diffusés, je poursuis dans la fiction avec un long métrage d'animation que j'écris. Je fais tout le temps du court métrage, je continue à faire du reportage, notamment de l'animalier pour la Fondation Brigitte-Bardot. Je suis également formateur assez régulièrement et j'expérimente aussi l'écriture sous d'autres formes : j'ai écrit une pièce de théâtre qui sera présentée dans un théâtre parisien fin juin.

L.C.K. : Qu'est-ce qui dirige

vos choix de travail ou de collaboration ?

J.D.L. : Nous faisons des métiers où il y a une part d'envie, évidemment il y a des genres qui nous intéressent mais après, ce sont des métiers de rencontres. Elles nous amènent parfois sur des terrains inconnus. Par exemple, c'est le coup de téléphone d'un présentateur assez connu de Canal + décédé depuis, Philippe Gildas, qui m'a emmené dans le dessin animé. J'avais envoyé un projet à Canal + qui, pour moi, était une série de fiction mais il m'a dit que cela ferait un bon programme d'animation. Cela m'a conduit au dessin animé car ce programme de fiction est devenu une série produite par France 3, diffusée dans plusieurs pays dans le monde. En ce qui me concerne, ce sont souvent des rencontres aléatoires qui déclenchent de nouvelles pistes, de nouveaux terrains d'écriture à explorer. Ainsi, la réalisation du film documentaire «Le maître et bâtard» est arrivée de façon assez accidentelle. Je faisais les arts martiaux et du jour au lendemain, j'ai ressenti le désir de faire un film sur ce maître en arts martiaux alors qu'au préalable, je n'avais jamais imaginé faire un film documentaire.

L.C.K. : Est-ce votre première venue à Kinshasa ?

J.D.L. : C'est la première fois, mais j'espère que ce n'est pas la dernière que j'y vienne parce que



j'ai fait de très belles rencontres avec mes stagiaires congolais, c'était un bel échange. Encore une fois, c'est un peu le hasard qui m'a emmené à Kinshasa : j'ai tourné «Le tentacule», un court métrage que j'ai projeté à la formation. Depuis un moment, je n'avais pas tourné de fiction, j'ai autoproduit quelque chose de facilement réalisable. Ce film a fait le tour de quelques festivals où j'ai rencontré Raphaël Fourgeaud, un contact de l'Institut français, qui anime l'atelier caméra et lumière. C'est grâce à lui que je suis là : le festival avait besoin d'un formateur expérimenté dans l'écriture.

L.C.K. : Sur quoi étaient basées votre formation et vos échanges avec les stagiaires

?

J.D.L. : J'ai essayé d'adapter un plan de cours au niveau des stagiaires et j'ai été agréablement surpris que pour un certain nombre, il y a déjà de bonnes connaissances. Des notions assimilées, peut-être pas à partir de formations à proprement parler, mais par un travail personnel, à travers une curiosité, qui font de certains presque des semi-professionnels, voire quelques professionnels. La formation a, sur cinq jours, porté un regard assez complet sur les différentes possibilités et techniques d'écriture des longs métrages, films documentaires, séries de fiction et l'animation de courts métrages. Le but de la formation est de donner aux stagiaires des outils

techniques et théoriques afin qu'ils puissent facilement concevoir des projets, les développer et les écrire pour pallier différents blocages que peut présenter un projet que l'on essaie de développer par l'écriture.

L.C.K. : Pensez-vous que de cette formation assez dense livrée en cinq jours, il y aura des résultats concrets, des chances qu'il en ressorte de bons scénarios ?

J.D.L. : En effet, oui ! Même si cette formation est assez brève, il y aura parmi les bénéficiaires certains qui vont arriver à des résultats concrets, des scénarios tournables. C'est suffisamment bien construit pour produire des films intéressants, oui, ça, j'en suis convaincu. Peut-être pas des longs métrages car cela requiert une certaine expertise mais sur des sujets plus courts, de quelques minutes, cinq à dix minutes. Je crois que les stagiaires ont maintenant les outils pour créer des histoires intéressantes. D'ailleurs, j'étais souvent agréablement surpris de voir à quel point beaucoup de techniques étaient vite comprises et assimilées. Par contre, il faut que l'effort soit poursuivi, car ce que l'on apprend, on l'oublie aussi vite. Il faut donc sans cesse remettre à jour ses connaissances, les valider et les fortifier.

L.C.K. : Qu'est-ce qui, selon vous, permet d'être un fin scénariste, d'écrire des histoires captivantes, qui se démarquent ?

J.D.L. : J'en parle avec mes homologues, je pense que les scénaristes dans l'âme ont déjà un plaisir d'écrire, ils aiment taper sur l'ordinateur ou même écrire à la main. Il y a un plaisir organique, physique d'écrire. J'ai lu un livre de Stephen King sur la technique d'écriture où il dit que la première chose ce n'est pas d'aller chercher le succès, mais de travailler tous les jours son écriture. Ce qui fait la différence, je pense, ce n'est pas d'aller chercher la gloire mais d'être dans ce que l'on fait intensément, précisément. L'écriture se cultive, développe par la pratique et tout s'affine ensuite, la technique, les connaissances, tout va avec.



Photo de famille des participants à l'atelier d'écriture de scénario de Jean De Loriol/DR

BELGIQUE

Une proposition de loi pour permettre aux métis issus de la colonisation de connaître leur histoire

Malik Ben Achour, député du parti socialiste (PS) belge, a présenté, le mardi 31 mai à l'Assemblée nationale belge (La chambre), une proposition de loi pour faciliter l'accès aux archives coloniales aux quatorze mille à vingt mille métis nés de la colonisation.

Aujourd'hui, indique le PS belge, les métis n'ont qu'un accès restreint aux archives coloniales et buttent notamment sur l'impossibilité de connaître l'identité de leurs parents sans le consentement de ceux-ci, consentement souvent impossible à obtenir, beaucoup d'entre eux étant décédés ou introuvables. « *Sans accès à ce lien originel et essentiel, ces métis ne peuvent espérer retrouver leurs frères et soeurs, nièces et neveux et ne peuvent retracer leur histoire familiale* », explique le PS.

En 2018, rappelle le PS, la Belgique reconnaissait la ségrégation des métis issus de la colonisation. Entre quatorze mille et vingt mille enfants métis nés de l'union entre des hommes blancs en poste au Congo et au Rwanda-Urundi et des mères rwandaises, burundaises ou congolaises ont été enlevés à leur mère et ramenés de force en Belgique. Des excuses au nom du gouvernement fédéral ont été présentées en avril 2019 par l'ancien Premier ministre belge, Charles Michel, pour les souffrances et l'injustice subies par les per-



sonnes d'ascendance mixte nées durant la période coloniale en Afrique centrale. En adoptant la proposition de résolution, co-écrite par le PS, à l'origine de cette reconnaissance, la Belgique a pris plusieurs engagements, dont la garantie d'un accès aux archives coloniales pour les personnes qui souhaiteraient connaître leur

histoire et retracer leur appartenance familiale. Pour ce faire, une cellule de recherche a alors été spécialement créée, au sein des Archives du royaume, afin de répertorier tous les éléments susceptibles de reconstituer les parcours individuels et collectifs de ces métis. « *Le hic, c'est que, à cause de la loi sur la protection des données, cette cellule*

ne peut divulguer l'identité des personnes recherchées sans leur consentement. Or, dans la majorité des cas, elles sont décédées ou introuvables. Les personnes désireuses de connaître l'identité de leurs parents, frère, sœur... se voient donc opposer une fin de non-recevoir », explique le PS.

Une base légale

Ainsi, après avoir entendu les associations de métis de Belgique ainsi que les chercheuses de la cellule spécifique consacrée au travail de recherches archivistiques, le PS indique avoir déposé une proposition de loi qui faciliterait la consultation des archives coloniales en permettant aux demandeurs de connaître l'identité de leurs parents. Concrètement, la proposition crée une base légale, telle qu'exigée par le Règlement général sur la protection des données, pour permettre aux enfants séparés de leur parent ou frères et sœurs d'accéder aux archives publiques ou privées afin de les identifier et de les contacter. « *Il nous paraît important, en vertu du droit au respect de la vie familiale, de donner le droit aux citoyens qui le souhaitent, de pouvoir obtenir, à des fins de reconstitution de leur propre famille et de leur histoire familiale, des informations crédibles sur ce qu'il est advenu des membres de leur propre famille* », indique-t-on.

Patrick Ndongidi



EN VENTE

Le Protocole de Brazzaville
Une victoire congolaise méconnue
> Pierre OBA

Laurent Tengo
LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Hérisonne PAYIMA LOMBOBO
La CICOS et l'intégration des États de l'Afrique centrale
Préface du Pr Godefroy MOYEN

KISHORE MAHBUBANI
LE JOUR OÙ LA CHINE VA GAGNER
LA FIN DE LA SUPRÉMATIE AMÉRICAINE
Préface d'Hubert Védrine

Roch Cyrilaque GALERAY
Le Commandant Marien Ngouabi (1938-1977)
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Simon Batoumeni
Histoire politique du Congo-Brazzaville

Connaissances et Savoirs
SIMON BATOUMENI
Vues de l'intérieur
Réflexion politique sur le Congo-Brazzaville

Pierre MABIALA
Le droit d'occupation et d'acquisition des terres et terrains au Congo
Textes, notes et décisions de la Cour constitutionnelle

Claude-Richard M'BISSA
L'histoire au présent (2005 - 2020)
Une contribution à la vérité sur la gouvernance publique du Congo

Placide Moudouou
PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

CINÉMA

« Kutoo », des prouesses en fanfare !

Le court métrage fiction expérimental de la productrice-réalisatrice congolaise, Armel Darnielys Mboumba, « Kutoo », enregistre déjà, peu de temps après sa projection privée cette année, plus de vingt sélections officielles dans des festivals internationaux et glane pour lui tout seul plusieurs distinctions. Un vrai coup de maître !

« Kutoo » signifie la résilience, dire non, se relever, en avoir marre, arrêter de se victimiser. « J'ai eu l'inspiration grâce à mon vécu. Victime d'une agression sexuelle, j'ai longtemps mis du temps pour libérer la parole afin de parler de mon histoire dans une société qui doute de ces actions ignobles. J'ai finalement décidé d'en parler afin d'aider d'autres femmes à se réveiller et à sortir des violences, qu'elles soient physiques, morales, financières, psychologiques... », a confié Armel Darnielys Luyzo Mboumba, réalisatrice du film produit par la Forge prod.

Actuellement en périple dans plusieurs festivals en Europe, «Kutoo» avait notamment été sélectionné au Film fest international ; Festival international du film ARG et Festival international du film de Nice en France ; Festival international Robinson film awards et Festival international du film de Lémur d'or en Italie ; ainsi qu'au Festival

du film Europa en Espagne; etc. A la plus grande surprise d'Armel, le film a déjà rafflé plusieurs trophées, à savoir Meilleur drame-fiction international ; Meilleur jeune réalisatrice internationale ; Lauréat du festival du film Europa ; Meilleur concept et enfin Premier cinéaste (catégorie principale).

« Que du bonheur et une immense joie de représenter mon pays et de remporter tous ces prix. Heureuse que mon film traverse plusieurs frontières. Mon équipe et moi avons travaillé dur pour rendre possible ce rêve », se réjouit la jeune femme. Et si Armel reconnaît que la route est encore longue sur ce chemin du septième art qu'elle a tout de même emprunté avec sérénité, son souhait est de rendre fier le Congo par le cinéma en abordant des thématiques engagées. « Le sujet de mon film touche plusieurs femmes et même certains hommes. Je pense qu'ensemble nous pouvons



mettre fin aux violences en libérant la parole, car la parole libère et guérit les âmes. Des remerciements à toutes les personnes qui nous soutiennent et à ma famille. Merci », a-t-elle déclaré.

Notons qu'Armel Mboumba fait partie des rares femmes qui s'illustrent dans le secteur de la photographie au Congo. Très jeune, elle se lance dans cet art en autodidacte pour se faire un peu d'argent de poche et chemin faisant, elle en devient passionnée pour s'y consacrer pleinement. Ce, en dépit d'une licence en comptabilité et gestion financière obtenue en 2012. C'est donc avec bonheur qu'Armel s'affirme aujourd'hui dans le secteur de la photographie, un univers à prédominance masculine. Collaboratrice de magazines et entreprises nationaux ainsi qu'internationaux, Armel forme en photographie et a déjà participé à plusieurs festivals dans le domaine.

Merveille Atipo

NÉCROLOGIE

Les familles Matoko et Molomba annoncent aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils et beau-fils, Frantz Exupère Matoko, survenu le 13 mai 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°3 bis, rue Loby à Mougali. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Sylvia Addhas, agent des Dépêches de Brazzaville, Mme Inzambiya Madeleine et la famille Mobio Dieu-donné ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur sœur, nièce et fille Mobio Nana Mouscourie, survenu le mardi 17 mai 2022 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au N° 11 de la rue Awata arrêt de bus marché Makambandjilou. La date de l'inhumation est prévue pour le mercredi 8 juin 2022.



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

LIONS CLUBS

Le 5^e Forum de la Francophonie tenu en France

Le cinquième Forum de la Francophonie du Lions clubs s'est ouvert, le 28 mai dernier au Musée des Beaux-Arts d'Orléans, et a clos son programme pratique le 31 mai à Tours, en France.

Le forum était prévu du 28 au 31 mai en deux étapes : Orléans et Tours. De ce fait, malgré la mise en arrêt de la fin de la semaine du trafic ferroviaire entre Paris et Orléans, les participants venus de France et d'autres pays tels que la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Togo, le Maroc, le Bénin ou le Sénégal ont pu participer aux travaux dont le thème a été « Humanisme et Francophonie en action ».

Pour la première journée à Orléans, après les allocutions d'usage, dont celle du gouverneur Gervais Loëmbe, de son homologue Elisabeth Attobra du District DM 403 A2, couvrant le périmètre de Côte d'Ivoire, Togo, Sierra Leone et Liberia, et du président du conseil des Gouverneurs Jean-Jacques Hillairet du District 103, France, les participants ont assisté aux divers ateliers allant de la lecture à l'inclusion et l'intégration par la langue française. Le tout agrémenté par des intermèdes musicaux de l'artiste-musicien congolais Dana, venu pour promouvoir la rumba inscrite récemment au patrimoine immatériel de l'Unesco.

Durant ces trois jours avant l'étape de Tours, avec la présence des membres du Rotary International, les personnalités connues pour la promotion de la Francophonie se sont succédé aux différentes tables rondes. Parmi celles-ci, l'intervention en visioconférence, en tant que présidente de l'Asso-

ciation des lycées français dans le monde, de Dominique Tchimbakala, la journaliste de TV5, la présence de Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, a parlé de l'écrivain-poète-essayiste Charles Péguy, né en France, et a développé son point de vue sur « Humanisme et Francophonie ».

De l'avis des participants, il ressort que les contributions de la part des panélistes, sous la modération de Marie Rose Abomo Maurin, lauréate de nombreux prix littéraires, ont été de qualité. Ce qui prouve à souhait l'intérêt d'Orléans pour la Francophonie en tant que capitale de la région où est née la langue française. « *La langue française, un art de vivre-ensemble entre les gens ayant la volonté d'harmonisation de la diversité* », a confié Gervais Loëmbe.

Une prise de parole de Serge Grouard, maire d'Orléans et président d'Orléans Métropole, a scellé l'implication de la ville hôte à ce cinquième Forum des Francophones du Lions Clubs.

En soirée, pour couronner l'étape orléanaise, les organisateurs ont offert un cocktail accompagné de la rumba congolaise en guise de gala.

La dernière étape du programme

Le gouverneur Gervais Loëmbe et certains membres du Lions Clubs se sont déportés à Tours pour la dernière étape du programme. Sur place, accueillis au Conseil



Le 5^e Forum de la Francophonie du Lions Club, étape de Tours au Conseil départemental d'Indre et Loire/Marie Alfred Ngoma

départemental d'Indre et Loire par Germain Yamba, président de zone 32, et Malika Bouhnik, cheffe du protocole, les participants ont suivi différentes interventions sur toute la richesse et la diversité de la langue en référence avec Tours, ville d'écrivains de renom tels que Rabelais, Ronsard ou Balzac.

Il est ressorti le constat que le français a toujours été considéré dans le monde comme la langue de la diplomatie. Plus que d'autres langues, il fut un instrument dans l'organisation des relations internationales, même si l'on note aujourd'hui un certain déclin. Quoi qu'il en soit, il demeure le vecteur d'une Francophonie parlante, agissante et humaniste.

C'est dans le cadre de cet humanisme que deux actions portées

par des membres Lions Clubs ont été présentées. La première, celle intitulée « Les jardins de Béréba / Burkina Faso », portée par Robert Grenier du Lions Club de Tours-Rives-du-Cher. Elle consiste à inciter aux activités maraîchères, creuser des puits, électrifier des écoles à partir de panneaux solaires et offrir des sacs scolaires confectionnés par les ateliers sur place.

La seconde présentation a été celle d'une action francophone en Guinée /Conakry pour le premier livre sonore de Daniel Couriol du Lions Club Haut-Nivernais. En appui des œuvres de l'écrivain Williams Sassine, l'objectif est de permettre aux enfants aveugles ou mal voyants de Guinée d'accéder à la littérature. Car, « être aveugle en Afrique est une

double peine », estime-t-il.

La Francophonie, c'est également la musique, démonstration faite avec la présence de l'auteure-compositrice-interprète québécoise et française Fabienne Thibeault, immédiatement reconnue pour sa voix chaude dès son rôle dans l'opéra-rock « Starmania », et pour la promotion du terroir français.

À la mi-journée, le comité d'organisation a offert un repas au restaurant de l'Hôtel du Roy de Chenonceaux agrémenté par la suite d'une visite du château.

La visite gustative des Caves de Brédif à Rochecorbon a clos d'une manière symbolique le programme des travaux du cinquième Forum de la Francophonie du Lions Clubs.

Marie Alfred Ngoma

ELIMINATOIRES CAN 2023

La Fécofoot fixe les objectifs

Réussir à tout prix, tel est le pari que s'est fixé la Fédération congolaise de football (Fécofoot), le 28 mai, lors de la réunion du comité exécutif.

Le Congo sera sur plusieurs tableaux cette année. Les Diables rouges seniors A disputent les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Les locaux affronteront les Fauves du Bas Oubangui de la République centrafricaine, dans le cadre des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations (Chan). Les moins de 20 ans ne vont pas non plus chômer puisqu'ils sont également engagés dans les éliminatoires de la CAN qui se disputera en 2023 en Egypte. Au cours de sa réunion, la Fécofoot a défini les objectifs à atteindre. « Nous devons tirer les leçons de nos différentes contre-performances et mettre en place une organisation qui nous permettra de retrouver la route de la Coupe d'Afrique des nations, de maintenir notre flambeau au Championnat d'Afrique des nations et de reconquérir les places perdues chez les jeunes. Nous avons l'obligation de réussir à tout prix », a déclaré Jean Guy Blaise Mayolas, dans son mot



Les membres de la Fécofoot en pleine réunion du comité exécutif/Adiac

d'ouverture.

L'obligation de réussir à toutes ces campagnes passera, selon le président de la Fécofoot, par la cohésion et l'esprit d'équipe. Dans le même élan, Jean Guy Blaise Mayolas a échangé avec la presse sportive nationale. La rencontre qui visait à définir un nouveau mode de collaboration entre la Fécofoot et les professionnels des médias a été initiée au regard des enjeux actuels. Le comité exécutif de la Fécofoot a pris conscience de la nécessité de changer le fusil d'épaule dans cette collaboration afin de permettre aux deux parties d'engager des succès collectifs.

« Après avoir raté les phases fi-

nales de la CAN, le Congo doit être présent en Côte d'Ivoire. L'urgence est là. C'est dans cette dynamique que la Fécofoot rencontre la presse sportive afin de regarder dans la même direction avant le début des différentes éliminatoires auxquelles nous nous sommes engagés », a-t-il précisé.

Au cours de cet échange, Jean Guy Blaise Mayolas a donné les nouvelles du sélectionneur national. Paul Put sera absent lors des deux premiers matches des Diables rouges. Opéré d'une hernie discale, il observe un repos médical de six semaines.

James Golden Eloué

DIABLES ROUGES LOCAUX

Les membres du staff technique officiellement nommés

Après la nomination de Jean Elie Ngoya, la Fédération congolaise de football (Fécofoot) a validé la composition du staff technique des Diables rouges locaux qui affronteront les Fauves du Bas Oubangui de la République centrafricaine (RCA), lors des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations (Chan), dans la décision signée le 30 mai par son président.

Jean Elie Ngoya a pour adjoint Dahn Principe Nsondé. Jean Pierre Kalana s'occupera des gardiens. Prince Régis Epelé assure la préparation physique de la sélection qui a pour médecin Alain Okoulatsongo. Emery Kevin Yembangoye et Nicolas Kizari assument respectivement les fonctions de kiné et d'intendant.



Jean Elie Ngoya et ses adjoints ont pour mission de qualifier le Congo à la phase finale du Chan/Adiac

Le staff technique a pour mission de qualifier le Congo à la quatrième phase finale du Chan après 2014, 2018, 2020 au terme de la double confrontation avec la RCA. Assurer la régularité des Diables rouges dans cette compétition réservée aux joueurs évoluant dans les championnats de leurs pays respectifs, telle est la mission que s'est fixé le comité exécutif de la Fécofoot. Le Chan, rappelons-le, va se disputer en janvier 2023 en Algérie.

J.G.E.

CRISE RDC-RWANDA

Denis Sassou N'Guesso et Faure Gnassingbé appellent à l'apaisement

Le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu, le 31 mai à Brazzaville, avec son homologue togolais, Faure Gnassingbé, sur des questions sécuritaires en Afrique, notamment sur la crise qui prévaut ces jours-ci entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.

Les échanges entre Denis Sassou N'Guesso et Faure Gnassingbé, en bref séjour de travail au Congo, ont porté notamment sur l'instabilité politique en Afrique de l'Ouest engendrée par la crise en Libye et la prise de pouvoir par les armes dans certains pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, sans oublier la crise entre la RDC et le Rwanda.

« L'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui minée par le fléau du terrorisme. Dans plusieurs de nos pays sévissent les crises sécuritaires qui se sont transformées en crises politiques avec des transitions. Le président Denis Sassou N'Guesso m'a fait part de son inquiétude, de ses préoccupations, et a voulu connaître l'évolution des situations. Je voudrais aussi saluer sa sollicitude. A l'instar de ce qu'il fait pour la Libye, le président Denis Sassou N'Guesso s'est toujours préoccupé, à chaque fois que la paix était compromise dans le continent », a déclaré Faure Gnassingbé à l'issue de l'entretien.

S'agissant de la montée de tension actuellement entre le Rwanda et la RDC, les deux chefs d'Etat ont appelé à « la désescalade et à l'arrêt de l'activisme du M23, mouvement rebelle qui sévit en RDC ». Rappelons que les rela-



L'entretien entre Denis Sassou N'Guesso et Faure Gnassingbé

« Les situations humanitaires sont en quelque sorte le corolaire de ces différentes crises. Lorsqu'il y a une crise d'insécurité, malheureusement, il y a toujours des situations humanitaires difficiles, aggravées par les problèmes d'approvisionnement, qui vont inévitablement provoquer ou exacerber l'insécurité alimentaire que nous connaissons déjà dans certains de nos pays, et la situation dramatique des réfugiés intérieurs »

tions entre les deux pays se sont fortement dégradées ces derniers jours avec la recrudescence des attaques du groupe armé M23 sur le territoire congolais.

Denis Sassou N'Guesso et Faure Gnassingbé ont également évoqué la sécurité alimentaire en Afrique. Pour y faire face, les deux chefs d'Etat ont appelé à la solidarité afin de vaincre la famine et freiner le déplacement de la population.

« Les situations humanitaires sont en quelque sorte le corolaire de ces différentes crises. Lorsqu'il y a une crise d'insécurité, malheureusement, il y a toujours des situations humanitaires difficiles, aggravées par les problèmes d'approvisionnement, qui vont inévitablement provoquer ou exacerber l'insécurité alimentaire que nous connaissons déjà dans certains de nos pays, et la situation dramatique des réfugiés intérieurs », s'est indigné le chef de l'Etat togolais.

En outre, les deux chefs d'Etat ont apprécié l'état d'avancement de la coopération entre leurs deux pays.

« Il faut concrétiser certains dossiers dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine », a conclu le président togolais.

Yvette Reine Nzaba

Félix Tshisekedi exhorte à une mobilisation générale autour des Fardc

De la situation sécuritaire dans l'est du pays sur fond de la guerre à laquelle les Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) font face actuellement contre la rébellion pro-rwandaise du M23, il en a été question lors de la cinquante-cinquième réunion du conseil des ministres du 27 mai dernier.

Dans sa traditionnelle communication, en liminaire aux discussions, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a salué les performances des Fardc sur le terrain des opérations. Elles ont, s'est-il félicité, « repris le contrôle de la situation, qui tend à se stabiliser, en repoussant les assauts de ceux qui ont décidé de s'attaquer à la République ».

Sans ambages, le chef de l'Etat a condamné (sans le citer) l'attitude de ce groupe criminel qui bénéficie des appuis sans équivoques de certains acteurs régionaux. Pourtant tenu au respect d'un engagement républi-

cain, ce groupe armé s'est délibérément attaqué aux forces de défense et de sécurité nationales dans des positions qu'elles occupent dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo. Heureusement qu'il s'est buté à l'engagement farouche et infaillible des Fardc à défendre chaque centimètre carré du territoire national face aux groupes des criminels et barbares qui écument l'est du pays, quels qu'ils soient.

Toujours sur ce même registre, le président de la République a exhorté ses concitoyens à une mobilisation générale ainsi qu'à une union des cœurs et d'esprits pour

faire face à cette situation qui impose des défis existentiels à la République. Bien plus, il a invité les Congolaises et Congolais à apporter un soutien sans faille aux vaillants soldats des Fardc engagés dans la défense de la patrie, conformément aux termes de leur serment.

Sur la même lancée, le président Félix-Antoine Tshisekedi s'est dit préoccupé par le sort des compatriotes actuellement victimes des actes barbares de ces forces négatives et terroristes. Ces dernières, a-t-il assuré, n'échapperont pas à l'action de la justice. De ce fait, des instructions claires

ont été données à l'exécutif national pour que des moyens conséquents soient mobilisés afin d'apporter un appui sans faille à ces compatriotes ainsi qu'aux militaires engagés au front. Aussi le gouvernement est-il appelé à poursuivre des efforts politiques et diplomatiques pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans les provinces touchées.

Réitérant son engagement plusieurs fois exprimé de ramener la paix et la sécurité dans l'Est du pays - une priorité absolue de sa gouvernance -, le chef de l'Etat a, par ailleurs, rappelé le contexte ayant prévalu à la

proclamation de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Mais aussi les motivations ayant conduit à son appel lancé aux groupes armés locaux à s'engager inconditionnellement dans le processus de paix, à renoncer à la lutte armée et à revenir dans les rangs des Congolaises et Congolais dignes de cette citoyenneté. Toutes ces initiatives, a-t-il souligné, ont reçu le soutien des Etats de la Communauté d'Afrique de l'Est et ont conduit à la mise en œuvre des résolutions du deuxième conclave des chefs d'Etat de Nairobi.

Alain Diasso